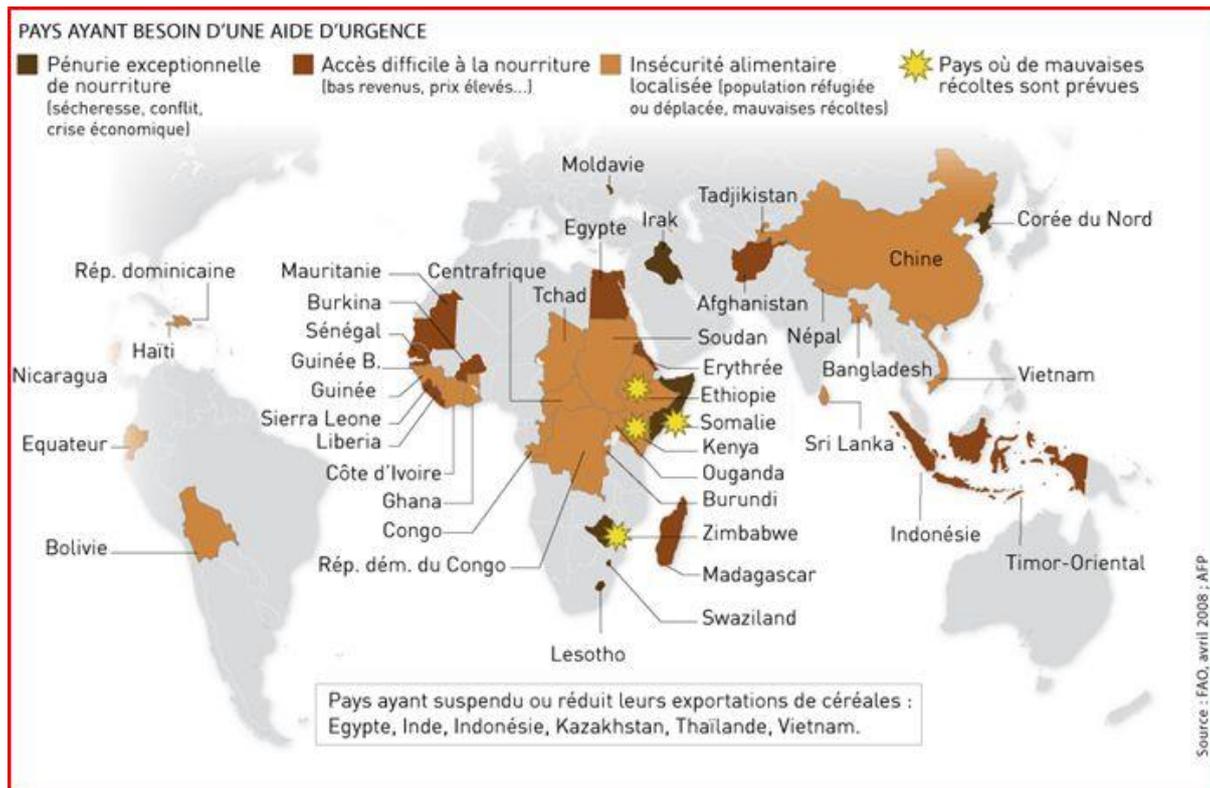


LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Problématique : s'orienter vers une « révolution verte » en Afrique subsaharienne ?

Introduction :

La crise alimentaire dans plus de quarante pays.



lemonde.fr 02.05.08 | http://www.lemonde.fr/international/infographie/2008/05/02/la-crise-alimentaire-dans-plus-de-quarante-pays_1040740_3210.html#ens_id=1057413

Face à l'insécurité alimentaire actuelle en Afrique subsaharienne et aux « émeutes de la faim » d'avril 2008, certaines personnalités comme Kofi Annan (actuel président de l'AGRA) appellent à la mise en place urgente d'une « révolution verte » afin d'améliorer le rendement de l'agriculture.

Peut-on réellement s'orienter vers une « révolution verte » en Afrique subsaharienne sans nuire à l'environnement ?

Ce dossier s'intéresse en particulier aux différents acteurs qui interviennent et à leurs motivations respectives. Depuis les grandes organisations internationales (l'AGRA Alliance pour une révolution verte, les agences des Nations Unies comme la FAO, etc.) jusqu'aux agronomes des ONG qui agissent localement, en passant par les firmes transnationales, les intérêts diffèrent fortement.

Le dossier s'organise autour de trois axes de réflexion :

- I) Les appels en faveur d'une révolution verte en Afrique subsaharienne.
- II) Une catastrophe annoncée ?
- III) Quelle voie pour le Burkina Faso ?

I/ LES APPELS EN FAVEUR D'UNE REVOLUTION VERTE

Les documents présentés ci-dessous évoquent le projet de lancer une révolution verte en Afrique subsaharienne, projet soutenu par les agences des Nations Unies (PAM, FAO, FIDA) ainsi que par l'AGRA (Alliance pour une révolution verte) présidée actuellement par Kofi Annan. Le but avoué est de permettre aux pays africains de s'orienter vers un développement agricole à long terme en améliorant avant tout la productivité agricole. Ces organisations prônent l'utilisation accrue d'intrants (engrais, produits phytosanitaires, etc.) mais aussi le recours aux biotechnologies (dont les OGM) pour la sélection des semences.

Corpus de documents proposés

Document 1 :

Article de RFI, du 04/06/2008, par Myriam Berber

Lancer une révolution verte en Afrique

«Pour combattre la faim, il faut aider les populations à développer des solutions de développement agricole à long terme. Dans cette perspective, trois agences des Nations unies (PAM, FAO, FIDA) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ont signé, mercredi 4 juin 2008 à Rome, au deuxième jour du sommet de la FAO sur la crise alimentaire, un protocole d'accord pour mettre en œuvre une révolution verte en Afrique.

Le développement de l'agriculture, qui a permis dans les années 70 et 80 à l'Inde et à la Chine d'échapper à la famine, ne s'est pas produit en Afrique. Pour remédier à cette situation, il faut aider les pays africains à faire leur propre révolution verte. À l'occasion du sommet de la FAO sur la crise alimentaire, trois agences des Nations unies - le Programme alimentaire mondial, la FAO et le FIDA (Fonds international pour le développement de l'agriculture) - et l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique) ont signé, le 4 juin 2008 à Rome, un protocole en ce sens. L'idée de base de l'ancien patron de l'ONU est d'aider les petits exploitants agricoles à se développer « *pour qu'ils puissent nourrir plus de gens sur place* ».

Le président de l'AGRA Kofi Annan qui a présidé la séance de signature, espère faire augmenter la production agricole de 6% par an. Ce partenariat « *met l'accent sur les petits producteurs agricoles et se concentre spécifiquement sur plusieurs zones, où il y a de bonnes terres et de bonnes précipitations* », a expliqué l'ancien secrétaire général de l'ONU. Un protocole d'accord sans précédent, selon lui, puisqu'il va permettre de « *réduire l'aide alimentaire apportée à l'Afrique* ».

Augmenter les rendements

Le projet de Kofi Annan parie sur l'aide aux pays africains pour améliorer leur productivité agricole. L'Afrique est, en effet, le seul continent où la production agricole par habitant a diminué, ces trente dernières années. En cause, l'exportation des pays du Nord et les politiques internationales mal adaptées. Les fameux programmes d'ajustement structurels menés par le FMI, dans les années 80, ont négligé l'agriculture et les investissements nécessaires dans le secteur. Aujourd'hui, l'activité agricole des pays en développement est, de nouveau, au centre des priorités du FMI et de la Banque mondiale. La Banque mondiale, a par exemple, décidé de doubler ses prêts agricoles en Afrique, en les portant ainsi à 800 millions de dollars, pour l'année 2009.

Il y a deux façons d'accroître la production agricole : l'augmentation des surfaces et celle des rendements. Selon la FAO, près de 210 millions d'hectares sont cultivés en Afrique, alors que plus de 1 milliard pourrait l'être, dont 400 millions d'hectares de très bonnes terres. Le but de cette révolution verte est d'augmenter les surfaces arables utilisées, et surtout d'en augmenter le rendement. Parce qu'ils ne bénéficient pas des mêmes techniques, du même matériel que les Européens, les paysans africains produisent, à surface égale, dix fois moins. Partant du constat que près de trois-quarts des terres africaines sont cultivées sans engrais, ni semences améliorées, Kofi Annan dans sa « révolution verte » table sur un usage accru des semences, des fertilisants, des engrais et des techniques d'irrigation plus performantes. Cette révolution implique également des réformes dans la commercialisation, le marketing ou bien encore l'adoption de règles sanitaires.

Infrastructure et biodiversité

Une révolution verte nécessite également une infrastructure rurale minimale. Chaque village devrait disposer d'un véhicule pour y apporter l'engrais et pour emporter les récoltes aux marchés. De nombreux villages africains sont, en effet, complètement isolés, et donc encore incapables d'acheter les éléments nécessaires à la production ou de vendre ce qu'ils produisent. C'est pourquoi ce protocole d'accord signé ce mercredi à Rome prévoit également d'assurer « *des infrastructures pour le développement des terres agricoles* ». Mais pour Kofi Annan, il ne fait aucun doute que l'accroissement de la productivité agricole doit être combiné à la protection de l'environnement. Il l'a redit à la tribune de la FAO ce mercredi « *nous voulons mettre en place une révolution verte qui reconnaisse la biodiversité, qui respecte et s'adapte aux différentes régions et aux différentes plantes et semences* ».

La FAO, le PAM, le FIDA et l'AGRA devraient participer chacun dans leur domaine de compétence à cette révolution verte. Le PAM devrait dynamiser les marchés agricoles africains, en achetant plus de produits. Le FIDA devrait se concentrer sur l'augmentation des capacités de productions des petits exploitants agricoles et le renforcement de leur accès au marché mondial. Enfin, la FAO et l'AGRA devraient fournir plus d'intrants, comme les engrais. »

http://www.rfi.fr/actufr/articles/102/article_67073.asp

Document 2 :

Publication de Erwin Northoff sur le site de la FAO

Seuls quelques pays en ont bénéficié jusqu'ici; les cultures vivrières des laissés-pour-compte méritent plus d'attention.

17 mai 2004, Rome -- Les biotechnologies offrent de grandes promesses pour l'agriculture des pays en développement, mais seuls les agriculteurs d'un petit nombre de ces pays en ont profité jusqu'ici, selon le dernier rapport annuel de la FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04*, publié aujourd'hui.

Les cultures vivrières de base des laissés-pour-compte, notamment le manioc, la pomme de terre, le riz et le blé, reçoivent peu d'attention de la part des scientifiques, selon la FAO.

«Ni le secteur privé ni le secteur public n'ont investi des sommes importantes dans les nouvelles technologies génétiques en faveur des «cultures orphelines» comme la dolique, le millet, le sorgho et le teff qui sont très importants pour l'alimentation et la subsistance des populations les plus pauvres», a déclaré M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO. (...)

Les biotechnologies sont un des outils de la révolution génétique. On ne peut les réduire aux seuls organismes génétiquement modifiés (OGM) que l'on appelle parfois organismes transgéniques et dont les avantages et les risques potentiels doivent être évalués au cas par cas.

(...) Les biotechnologies doivent compléter - et non remplacer - les technologies agricoles conventionnelles. Elles peuvent accélérer les programmes de sélection classiques et offrir des solutions là où les méthodes ordinaires ont échoué.

Elles peuvent fournir aux agriculteurs du matériel végétal exempt de maladies et permettent d'élaborer des variétés résistantes aux ravageurs et aux maladies tout en réduisant le recours aux produits chimiques toxiques pour l'environnement et la santé humaine.

Les biotechnologies peuvent également fournir des outils de diagnostic et des vaccins pouvant contribuer à lutter contre des maladies animales dévastatrices.

En outre, elles peuvent améliorer la qualité nutritionnelle de produits alimentaires de base comme le riz et le manioc et créer de nouveaux produits destinés aux utilisations industrielles et sanitaires, indique le rapport de la FAO.

Mais les paysans pauvres ne peuvent tirer profit des biotechnologies que s'ils y ont accès et à condition que les innovations soient adaptées à leurs besoins et rentables pour eux. «A ce jour, un très petit nombre de pays en développement répondent à ces exigences», souligne le rapport.

(...) Effets sur la santé humaine et l'environnement

«L'incidence du génie génétique sur l'environnement et la santé n'a pas encore été prouvée scientifiquement», selon le rapport.

«Les scientifiques conviennent généralement que les cultures transgéniques produites actuellement et les aliments qui en sont dérivés peuvent être consommés, mais ils connaissent mal leurs effets à longue échéance», a déclaré M. Jacques Diouf.

(...)

Pour consulter l'intégralité de cette publication : <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2004/41714/index.html>

II) « UNE CATASTROPHE ANNONCEE » ?

Face à ce projet de mettre en place une révolution verte en Afrique subsaharienne, certaines voix s'élèvent actuellement pour dénoncer une « catastrophe annoncée », en particulier en ce qui concerne les effets sur l'environnement. Le rapport de l'IAASTD mené par des experts indépendants pour les États d'Afrique subsaharienne s'inquiète déjà de l' « effet négatif sur la santé humaine et animale aussi bien que sur l'environnement dans quelques parties de l'ASS (Afrique subsaharienne) » et de la « réduction de la biodiversité ». Quant à l'article de l'Hebdo, il s'interroge sur l'indépendance de l'AGRA financée directement par les fondations Gates et Rockefeller avec l' « aimable participation de tous les grands noms de l'agrobusiness ».

Les agronomes qui travaillent sur le terrain semblent quant à eux s'orienter vers une « agro-écologie » cherchant à résoudre « l'antagonisme apparu entre les besoins croissants et la biodiversité » (article du Monde).

Document 1 :

Avril 2008 IAASTD Rapport final de l'évaluation générale de l'Agriculture mondiale

Afrique Subsaharienne Sommaire pour les décideurs
Extraits du rapport

L'agriculture, qui inclut les cultures vivrières, les forêts, la pêche, l'élevage de bétail et l'agrosylviculture, intervient pour une moyenne de 32% du PIB de la région, et est tissée dans le tissu de la plupart des sociétés et des cultures dans la région. Bien que la démographie se développe et s'urbanise rapidement, la plupart des familles continueront à s'attacher à la terre et à l'eau (...). La connaissance, la science et la technologie agricoles" (AKST) a connu quelques succès notables en Afrique subsaharienne (ASS) notamment en matière de l'adoption répandue des cultures vivrières, des variétés d'arbres et d'élevage améliorées. La productivité agricole croissante demeure une priorité pour l'ASS, étant donné la pénurie des produits secondaires dans la région et la généralisation de la famine, de la pauvreté, et de la malnutrition. (...)

La faible utilisation d'intrants, y compris l'intervention totale d'engrais de moins que 10kg hectare-1 en moyenne, contribue aux faibles produits secondaires des cultures vivrières. Bien qu'il y ait des variations considérables à travers les systèmes de culture et les pays, au milieu des années 90 l'on a estimé que chaque pays en ASS avait un équilibre nutritif des sols négatif pour l'azote, le potassium, et le phosphore. L'utilisation accrue d'engrais est considérée par la plupart des acteurs comme nécessaire, ce qui se reflète dans la résolution par les membres de l'Union africaine en vue de réduire les coûts à l'approvisionnement au niveau national et régional, de procéder à l'harmonisation des taxes et des réglementations, à l'élimination des taxes et des tarifs, et à l'amélioration des conditions d'accès à l'engrais, à la production des marchés avantageux, et au crédit des fournisseurs d'intrants. Le coût de fertilisation peut également être directement réduit par des subventions d'engrais. Cela est actuellement mis en oeuvre par quelques pays en ASS pour soutenir les fermiers. Les coûts de fertilisation peuvent également être réduits à travers l'utilisation intense des engrais organiques.

Les produits agrochimiques, notamment les engrais et les pesticides synthétiques, produisent déjà un effet négatif sur la santé humaine et animale aussi bien que sur l'environnement dans quelques parties de l'ASS. Cela est aggravé par l'insécurité des processus d'application de la loi et l'accès inadéquat à l'information au sujet de la manipulation et des pratiques d'élimination. La pollution, surtout à l'égard des eaux peut être le résultat de l'utilisation inappropriée. Les coûts économiques, environnementaux, et de santé liés à une plus grande utilisation des produits agrochimiques donnent à penser que les options "AKST" impliquent la réorientation de la recherche loin des mesures d'évaluation des facteurs de production performants tournés vers des technologies qui permettent des applications techniquement efficaces propres aux états des sols locaux et vers des approches de gestion alimentaire intégrée. (...)

La connaissance, la compréhension et la mise en oeuvre de nouvelles technologies agricoles dans l'ensemble sont pauvres et inégales en ASS (...) La génétique est considérée par certains comme ayant des ramifications importantes pour la productivité mais quelques unes de ses emplois et impacts sont énergiquement contestés. La contamination des semences gardées par les fermiers et les menaces à la biodiversité dans les centres d'origine sont des préoccupations clés par rapport à la biotechnologie et en particulier à la génétique. Les risques en matière d'environnement et les preuves des impacts négatifs sur la santé signifient que la capacité de l'ASS de prendre des décisions objectives en ce qui concerne la recherche en matière de biotechnologie, sa mise en oeuvre, sa livraison et sa demande est critique. (...)

L'intensification agricole tend à être accompagnée de la réduction de la biodiversité agricole. Cependant, les paysans jouent naturellement un rôle de conservateur de la biodiversité agricole qui peut être exploitée et incorporée à des approches plus formelles de conservation. L'érosion génétique est d'intérêt particulier en ASS parce que beaucoup de pays ont une gamme de cultures et d'espèces de bétail qui sont considérées relativement sans importance à un niveau global mais qui sont importants en

tant que produits de premières nécessités locales. La conservation in situ est particulièrement importante pour la conservation des ressources génétiques animales, servant à maintenir des processus évolutifs, et ayant un effet favorable sur la biodiversité et l'équité.

http://www.agassessment.org/docs/SSA_SDM_160508_French.htm

Document 2 : Article de l'Hebdo, par Catherine Morand , le 26/06/2008

La Révolution verte, une catastrophe annoncée

Quand la maison brûle, n'importe quel pompier peut-il faire l'affaire? Une chose demeure certaine: sur fond de crise alimentaire et d'émeutes de la faim, les partisans d'une agriculture génétiquement modifiée ou d'une Révolution verte pour l'Afrique ont le vent en poupe. Comment, en effet, dans un tel contexte, pourrait-on encore oser dire que les OGM sont une imposture alors qu'ils sont présentés par leurs fabricants comme une solution à la faim? Ou encore que la Révolution verte que sont en train de concocter pour l'Afrique les Fondations Rockefeller, Gates et la Banque mondiale, sous la houlette de l'ex-secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan et avec l'aimable participation de tous les grands noms de l'agro-business, ne va faire qu'aggraver les choses? Et pourtant... Prenons cette Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA) qui mise sur des semences à haut rendement et sur un recours massif aux engrais chimiques et aux pesticides.

Aux yeux d'associations paysannes africaines, d'agronomes qui travaillent sur le terrain et de nombreuses ONG, c'est la chronique d'une nouvelle catastrophe annoncée.

Le fait d'appliquer au contexte africain les mêmes recettes qu'en Asie il y a quelques décennies, en faisant l'impasse sur le coût environnemental et social très lourd qu'elles ont engendré – nappes phréatiques contaminées, perte de fertilité des sols, disparition de nombreuses variétés et millions de petits paysans chassés de leurs terres – apparaît comme totalement irresponsable.

La première tentative de Révolution verte sur terre africaine avait échoué: les paysans s'étaient retrouvés avec des terres acidifiées, fatiguées, à force d'exploitation abusive.

Grâce à la crise alimentaire, l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique, dans le pipe-line depuis 2006, fait cependant une spectaculaire apparition sur le devant de la scène. Lors du récent sommet de la FAO, un accord a ainsi été signé pour sa mise en œuvre. Mais au-delà d'une volonté affichée de lutter contre la faim et d'un appui aux petits paysans pour les aider à améliorer leurs rendements, l'AGRA ouvre de facto un boulevard aux grands semenciers et autres multinationales agrochimiques, qui ont déjà largement investi les centres de recherches agricoles sur le continent.

Les Monsanto, Syngenta, DuPont/Pioneer, BASF sont désormais dans les starting-blocks pour tirer profit de l'ouverture toute grande du marché agricole africain et y déverser des tonnes de pesticides, d'engrais chimiques et de semences hybrides.

Sous la houlette des Fondations Rockefeller et Bill et Melinda Gates, lesquelles ont promis des millions de dollars pour la promotion d'une agriculture high-tech. C'est précisément ce qui fait craindre aux nombreuses organisations paysannes africaines qui tentent, malgré des pressions insensées, de résister aux OGM, que l'introduction de semences transgéniques brevetées va fatalement figurer à l'agenda de la nouvelle Révolution verte.

De nombreuses voix s'élèvent en Afrique et ailleurs pour dénoncer ces nouvelles fausses bonnes solutions qui risquent d'être plus dévastatrices encore que les problèmes auxquels elles prétendent remédier.

Le choc provoqué dans l'opinion mondiale par les émeutes de la faim ne saurait légitimer la mainmise d'entreprises privées sur l'agriculture africaine, ni la perte de contrôle par les paysans sur leurs propres semences.

Document 3 :

Extraits d'un article publié le 25.05.05 dans "le Monde" La contre-révolution verte

L'agriculture mondiale est face à un double défi : nourrir 3 milliards d'humains de plus d'ici à 2030 sans porter de nouveaux coups fatals à la diversité de la vie. [...] C'était l'époque de la "révolution verte" des années 1970, quand la lutte contre la famine passait avant toute autre préoccupation. Depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992, un "changement de paradigme(*)" a eu lieu", selon Emmanuel Torquebiau, du Cirad, le centre français de coopération agronomique. Au sein de la direction scientifique, il est en charge de l'"agro-écologie" : le concept moteur d'une contre-révolution verte.

[...] "L'agro-écologie cherche à résoudre l'antagonisme apparu entre besoins humains croissants et biodiversité", résume Izabella Kozeili, chercheuse au département britannique de développement international (DFID). Au Kenya, des agronomes ont fait planter dans des champs de maïs deux autres plantes, l'une repoussant les nuisibles, l'autre les attirant. Plus besoin d'insecticide, et des améliorations de 15 à 20% des rendements ont été signalées dans certaines zones. En Afrique de l'Ouest, le Cirad encourage la culture en rangs alternés de mil et de haricots. Emmanuel Torquebiau explique "Les haricots enrichissent le sol en azote, ce qui réduit le recours aux engrais. Cela permet aussi de faire deux récoltes sur une même parcelle".

<http://www.peda.ac-martinique.fr/svt/bj0611.shtml> (sujet bac en SVT)

III) QUELLE VOIE POUR LE BURKINA FASO ?

Les divergences observées précédemment se retrouvent à l'échelle du Burkina Faso. D'un côté la FAO livre massivement fertilisants et semences (document 1), de l'autre des agronomes soutenus par des ONG cherchent à « faire reverdir le Sahel » en modernisant des techniques paysannes traditionnelles permettant à la terre de se régénérer (document 2).



Document 1)

Article publié le 11 juillet 2008 sur le site FAO salle de presse par Nancy McNally, chargée d'information, ISFP

Au Burkina Faso, la campagne agricole bat son plein. Soutien de la FAO à la production locale pour compenser les prix élevés.

11 juillet 2008, Rome - La FAO a entamé la phase finale de l'opération de distribution intensive de semences de millet, sorgho, maïs, dolique et arachide à 33 000 paysans dans les régions du Burkina Faso qui ont été durement frappées par la combinaison dévastatrice de la flambée des prix des denrées alimentaires et du temps désastreux qui a énormément réduit la production agricole locale.

Les prix à travers la région avaient grimpé en flèche au cours des deux dernières années, reflétant les pressions extérieures des marchés internationaux.

La FAO vient d'achever une des dernières distributions de quelque 20 tonnes de variétés améliorées de semences et d'un peu moins de 30 tonnes d'engrais dans les villages entourant Gourcy, capitale provinciale de la région aride du Centre-Nord. Les distributions récentes ont duré un bon mois et couvert une grande partie des zones de l'est et du centre du pays. En tout, pour la campagne agricole actuelle, environ 600 tonnes de variétés améliorées de semences et 432 tonnes d'engrais ont été distribuées aux paysans appauvris du Burkina Faso.

«L'année dernière, les pluies ont été tardives, et lorsqu'elles sont arrivées, c'étaient des trombes d'eau. Récoltes, stocks alimentaires et semences ont été détruits; des troupeaux ont été décimés et les pâturages pour nourrir les animaux rescapés ravagés», indique Jean-Pierre Renson, coordinateur des opérations d'urgence de la FAO au Burkina Faso et représentant temporaire de l'Organisation dans le pays.

M. Renson estime qu'il sera possible, dans les 15 provinces où la FAO distribue des semences, de stimuler considérablement la production.

Outre les principales semences fournies, des semences sélectionnées de légumes ont également été distribuées pour être plantées à la saison sèche (septembre-octobre), afin de profiter des zones agricoles irriguées qui peuvent encore produire.

Mesures préventives

La FAO forme des acteurs locaux en matière de multiplication de semences pour augmenter de manière continue la quantité et la qualité des semences disponibles ainsi que pour accroître les rendements des récoltes. Et en septembre, grâce à une nouvelle stratégie, la FAO devrait être en mesure d'intervenir dès les premières indications d'une situation de faim, précise M. Renson.

En fonction des financements, en septembre la FAO sera en mesure d'aider les femmes et les enfants dans les centres régionaux de nutrition. En outre, les femmes recevront des sacs de semences à rapporter dans leurs villages afin d'accroître la production locale.

Au Burkina Faso, 23 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë; plus de 80 % de la population vit de l'agriculture de subsistance et 45 % est en dessous du seuil de pauvreté.

De l'avenir dans le riz

«En théorie, le Burkina Faso pourrait être autosuffisant et produire assez de semences traditionnelles pour couvrir ses besoins alimentaires, mais ces dernières années le temps a été catastrophique», selon M. Benoist Veillerette, économiste à la FAO.

Il a précisé que le riz était devenu progressivement le plat préféré des personnes vivant dans les zones urbaines, car il était bon marché et facile à cuire, bien que dans l'ensemble, il ne représente pas plus de 15 % de la consommation de céréales.

«Cependant, maintenant que les prix sont si élevés et alors qu'environ deux tiers du riz du pays est importé, cela représente une occasion unique pour les paysans d'investir dans la culture du riz et d'améliorer leurs moyens d'existence, plutôt que de se battre dans l'agriculture de subsistance», affirme M. Veillerette.

Selon les données de la FAO, dans la capitale Ouagadougou, le riz coûtait 87 % plus cher début juin qu'à la même période l'an dernier.

La réponse actuelle de la FAO à travers son Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires au Burkina Faso comporte un certain nombre de projets d'urgence d'une valeur supérieure à 2,5 millions de dollars. La FAO a développé un plan élargi pour donner vie à l'agriculture nationale, en partie en augmentant les possibilités de produire du riz et d'en tirer profit. Mais il faudrait quelque 7,7 millions de dollars pour développer des méthodes de maîtrise de l'eau pour cultiver le riz dans les basses terres autour des fleuves et des zones inondables.

«Les paysans ont maintenant une raison de produire du riz, alors qu'auparavant il n'y avait aucune incitation, d'autant plus que le riz est consommé principalement dans les villes», explique M. Renson. Et de conclure: «Simple question de logique.»



Semences et fertilisants prêts à être livrés

<http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2008/1000881/index.html>

Document 2 :

Article publié le 18 Juin 2008 par Gaëlle Dupont

Source : LE MONDE

Au Burkina Faso, des paysans font reverdir le Sahel

Un cheval est attaché à l'entrée de la cour d'Ali Ouedraogo, dans la bourgade de Gourcy, à 150 km au nord de Ouagadougou, la capitale burkinabée, en plein Sahel. Ce n'est pas banal : l'animal est un signe de réussite, la preuve qu'à 78 ans, Ali Ouedraogo vit mieux que ses voisins, paysans comme lui. Au milieu de sa cour, trois greniers circulaires sont remplis de sorgho à ras bord. Il y a là de quoi nourrir toute la famille jusqu'à la prochaine récolte, en septembre, peut-être même plus. Quarante personnes, dont une ribambelle d'enfants, en vivent, alors que d'autres familles sont déjà à court. Elles devront survivre avec le *babenda*, un plat de disette au goût d'épinards fades, constitué d'une poignée de céréales et de brassées de feuilles

Les champs d'Ali Ouedraogo ne ressemblent pas à ceux de ses voisins. Ici, l'habitude, c'est de déboiser, de planter et de récolter, jusqu'à épuisement des sols, puis de recommencer un peu plus loin. Les paysans laissent derrière eux un *zipellé*. Une terre stérile, aussi nue que du carrelage. Plus la population augmente, plus le besoin en terres est grand, et plus le sol s'épuise. C'est l'engrenage de la désertification, aggravé par les facteurs climatiques.

Pour Ali Ouedraogo, tout a changé en 1983. *"A ce moment-là, la situation était très dure, raconte-t-il. Les pluies manquaient, les récoltes étaient mauvaises, j'envisageais de quitter la région."* Beaucoup émigrent. Lui choisit de rester, et d'aménager des terres dégradées, dont personne ne veut à l'époque. Avec l'aide d'une organisation non gouvernementale (ONG) investie dans la lutte contre la désertification, il va peu à peu leur faire battre des records de productivité. Il récolte aujourd'hui en moyenne 1 500 kg de sorgho à l'hectare, contre 800 kg pour les meilleures terres des environs.

Pour cela, pas besoin de machines agricoles, d'engrais chimiques ou de semences miraculeuses. Les paysans ne pourraient pas se les payer. Pas de barrage non plus, le relief ne s'y prête pas. Il faut des pierres, des pioches, des pelles, un niveau pour calculer le sens de l'écoulement de l'eau, et beaucoup de main-d'œuvre. L'objectif est d'empêcher l'érosion et de retenir un maximum d'eau dans le sol.

"Il s'agit de techniques paysannes traditionnelles, améliorées par des techniciens agricoles", explique Matthieu Ouedraogo, qui forme les agriculteurs. Dans les champs, des alignements de pierres, baptisés cordons pierreux, sont aménagés le long des courbes de niveau, dessinant de petites terrasses. Des arbres y sont plantés. Des retenues en forme de demi-lune piègent l'eau dans de micro-cuvettes. Les "zaï", des trous profonds de 20 centimètres où des graines sont plantées dans du fumier, permettent une infiltration de l'eau en profondeur.

"Tous ces aménagements freinent le ruissellement de l'eau, poursuit Matthieu Ouedraogo. Peu à peu la terre se régénère." Et les arbres qui poussent sur les parcelles fourniront du bois de chauffe qui ne sera plus prélevé en brousse...

"Avec ces techniques, on peut faire reverdir le Sahel, affirme Souleymane Ouedraogo, chercheur à l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (Inera). On stoppe la désertification, on augmente la fertilité des terres, donc les rendements des céréales et du fourrage pour le bétail, on récupère de la biodiversité. Il suffit de quatre ou cinq ans pour obtenir de bons résultats sur des terres dégradées."

Pourquoi, alors, tout le Sahel n'est-il pas converti ? Au Burkina Faso, environ 300 000 hectares seraient aménagés, soit moins de 9 % de la surface cultivable du pays. *"Ces techniques ne sont pas très coûteuses, mais il faut quand même un investissement initial"*, explique Bertrand Reyssset, ingénieur agronome au Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (Cilss), qui regroupe neuf États de la région.

Cet investissement s'élève en moyenne à 130 euros par hectare. Il faut louer un camion et payer l'essence pour aller chercher les pierres, acheter un minimum de matériel, payer de la main-d'œuvre pendant les travaux. Une formation et un suivi sont nécessaires. Tout cela est hors de portée des paysans qui travaillent à la houe, pliés en deux dans les champs. Les banques ne leur font pas crédit. Les projets mis en œuvre l'ont été grâce à des ONG.

Ces techniques, expérimentées depuis les années 1980 dans le cadre de la lutte contre la désertification, seraient très utiles pour s'adapter au changement climatique. *"Les modèles climatiques prévoient une augmentation de la fréquence des événements extrêmes, un allongement de la saison sèche, des précipitations plus concentrées et torrentielles"*, détaille Edwige Botoni, expert en gestion des ressources naturelles au Cilss. *"Cela aura un impact négatif sur la productivité du sol."*

La saison des pluies 2007 en a été l'exemple parfait. Elle a commencé tardivement et toute l'eau s'est abattue en même temps, en août, entraînant des inondations. *"Lutte contre la désertification et adaptation au changement climatique se recoupe à 90 %"*, affirme Bertrand Reyssset.

Tous espèrent que la crise alimentaire mondiale fera bouger les choses. Ils ont entendu le discours de Nicolas Sarkozy, qui a appelé à "*mettre le paquet sur l'agriculture vivrière subsaharienne*", le 3 juin à Rome, lors du sommet sur l'alimentation. L'agriculture a été un parent pauvre depuis trente ans. Elle ne représente que 5 % de l'aide publique au développement, et rares sont les Etats qui en font une priorité. Elle passe après les dispensaires, les écoles, les routes...

Dans le village de Guiè, toujours dans le nord du pays, l'ONG Terre verte est arrivée à des résultats particulièrement spectaculaires, en créant un "*bocage sahélien*", selon l'expression de son fondateur, Henri Girard, un ingénieur agronome français. Des haies protègent les sols de l'érosion. Avec une mécanisation minimale, une petite dose d'engrais chimique, des variétés sélectionnées et des rotations culturales bien choisies, la zone a reverdi et les rendements sont quatre fois supérieurs à la moyenne.

"*C'est la preuve qu'il n'y a pas de fatalité, que même avec nos sols et sous nos climats, tout est possible*", commente Hamado Sawadogo, agronome à l'Inera. L'investissement initial a été de 400 euros par hectare. Mais l'évolution des pratiques exige aussi un changement des mentalités. "*Les gens ici sont fatalistes : si je suis pauvre, si j'ai raté ma récolte, c'est que Dieu l'a voulu*", explique Henri Girard. *Mais certains se lèvent. Tous les 50 km, quelqu'un est prêt à bouger.*"

Source: Le Monde.fr - Gaëlle Dupont

Des documents complémentaires pour comprendre le contexte au Burkina Faso :

- Présentation du Sahel sur le site du CILSS comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel <http://www.cilss.bf/html/presentation.htm>
- Burkina Faso - Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire 2003-2015
<http://www.food-security.net/cp.php>
- L' étude de l'Intensification de l'agriculture dans le Plateau Central du Burkina Faso par Ouédraogo, Souleymane (faculté d'économie University of Groningen)
<http://dissertations.ub.rug.nl/faculties/eco/2005/s.ouedraogo/>
Lire en particulier le chapitre 1 sur le contexte général de l'étude (contexte de l'agriculture africaine et contexte de l'agriculture au Burkina Faso).
- Présentation des systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne dans le manuel *Nourrir les hommes* (Capes-agreg) sous la direction de Charvet.

Pour terminer la réflexion, voici un extrait du manuel Capes- Agreg *Nourrir les hommes* (sous la direction de Charvet) en conclusion du chapitre sur les systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne : « la révolution verte fondée sur l'irrigation et les céréales n'est guère adaptée à des cultivateurs de tubercules en agriculture pluviale. Il y a eu beaucoup d'erreurs techniques dans les projets de développement et l'on a souvent proposé des modèles importés que les sociétés locales refusent ». Jean-Louis Chaléard, professeur de géographie à l'Université de Paris I.